

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL**  
**POUR L'AMENAGEMENT DE LA ZONE « ILBARRITZ MOURISCOT »**

**SIEGE : HOTEL DE VILLE DE BIARRITZ (64200)**

**TEL. : 05.59.41.59.41**

**PROCES-VERBAL**  
**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2024**

**Présents :** Mme Maider AROSTEGUY (Présidente), M. Emmanuel ALZURI - M. Marc BERARD - M. Marc CAMPANDEGUI - M. Edouard CHAZOUILERES - Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS - Mme Valérie SUDAROVICH - M. Michel LABORDE

**Secrétaire de séance :** Mme Valérie SUDAROVICH

**Absents ou Excusés :** M. Brice MORIN

Le conseil d'administration du SIAZIM s'est réuni à la Mairie de Biarritz, sous la présidence de Monsieur Emmanuel ALZURI, vice-président.

Monsieur ALZURI procède à l'appel. Le quorum est atteint.

**Monsieur ALZURI**

**1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 13 février 2024**

Il vous est demandé de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 13 février 2024.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Monsieur ALZURI**

**2. Règlement Budgétaire et Financier (RBF)**

Mes chers collègues, le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 suite au passage de notre nomenclature comptable à la M57.

Le Règlement Budgétaire et Financier d'une collectivité a pour objet de formaliser et de préciser les règles budgétaires et financières qui encadrent sa gestion, en application des différentes dispositions législatives et réglementaires.

Ce document définit également un certain nombre de règles internes propres, dans le respect des textes en vigueur, afin de les préciser.

Adopté pour la mandature, ce document s'inscrit dans une démarche de qualité de gestion financière.

Il permettra de créer un référentiel commun pour les élus et une culture de gestion commune que les directions et les services de la collectivité peuvent s'approprier, quand bien même il ne constitue pas une guide des procédures qui pourront en découler. Il reste en effet de portée générale.

Adopté pour le Budget Principal et le Budget Annexe, ce règlement pourra faire l'objet d'adaptation par voie d'avenant adopté par le Conseil d'administration.

Le Règlement Budgétaire et Financier proposé comporte sept parties :

- . les grands principes budgétaires et comptables ;
- . le cycle budgétaire ;
- . la gestion budgétaire pluriannuelle : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP-CP) ;
- . l'exécution budgétaire ;
- . les opérations financières particulières et opérations de fin d'année ;
- . la gestion de la dette et de la trésorerie ;
- . l'information des élus.

Ainsi, je vous demande mes chers collègues de bien vouloir approuver le Règlement Budgétaire et Financier, tel que présenté dans le document annexé.

### **ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Monsieur ALZURI**

### **3. Mode de gestion des amortissements**

Mes chers collègues, conformément aux dispositions de l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code général des collectivités territoriales, les Communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants et les groupements de Communes dont la population totale est égale ou supérieure à ce seuil sont tenues de pratiquer l'amortissement de leurs biens. Par ailleurs, la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition implique un changement de méthode comptable puisque, sous la nomenclature M14, le Syndicat calculait les dotations aux amortissements en année pleine (début des amortissements au 1<sup>er</sup> janvier N+1 de l'année suivant la mise en service du bien). L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement prend effet à la date de mise en service de l'immobilisation. Par mesure de simplification, il est proposé de retenir la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, sauf cas particulier, car le mandat suit effectivement le service fait.

Ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis. Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 750 € HT. Il est proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Le champ d'application des amortissements des Communes et de leurs établissements publics reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des Communes. Dans ce cadre, les communes et leurs établissements publics procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé à l'exception :

- des œuvres d'art ;
- des terrains (autres que les terrains de gisement) ;
- des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation ;
- des immobilisations remises en affectation ou à disposition ;
- des agencements et aménagements de terrains (hors plantation d'arbres et d'arbustes) ;
- des immeubles non productifs de revenus.

En outre, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanismes visés à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme qui sont amorti sur une durée de dix ans ;
- des frais d'études non suivies de réalisations, obligatoirement amortis sur une durée maximum de cinq ans ;
- des frais de recherche et de développement amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas de réussite du projet et immédiatement, pour leur totalité, en cas d'échec ;
- des frais d'insertion amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas d'échec du projet d'investissement ;
- des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de :
  1. cinq ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études ;
  2. trente ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
  3. quarante ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (exemples : logement social, réseaux très haut débit...).

Pour les autres catégories de dépenses, les durées d'amortissement correspondent à la durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement proposées sont énumérées dans le tableau annexé à la présente délibération.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

- approuver les durées d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles du patrimoine communal, des subventions d'équipement versées, telles que proposées ci-dessus et dans le tableau annexé à la présente délibération, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- approuver le calcul de l'amortissement au prorata temporis, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- fixer à 750 € HT le seuil en deçà duquel l'amortissement d'un bien est réalisé en un an (biens de faible valeur) ;
- approuver la dérogation au prorata temporis sur les biens de faible valeur, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- autoriser l'amortissement des subventions d'investissement amortissables dans les mêmes conditions que les biens subventionnés ;
- autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document relatif à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Madame AROSTEGUY**

**4. Budget Principal – Budget Primitif de l'exercice 2024 : examen et vote**

Mes chers collègues, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Budget Primitif 2024 du Budget Principal est présenté par nature et complété par une ventilation fonctionnelle permettant d'obtenir une meilleure lisibilité des crédits répartis par catégories ou secteurs d'activités, que ce soit en section de fonctionnement ou d'investissement.

Pour rappel, comme indiqué lors de la délibération du Conseil municipal du 13 février 2024 relatif à l'adoption de la nouvelle nomenclature M57, la modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le Budget Primitif 2024, la colonne BP N-1 ne sera pas renseignée, car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Le Budget Principal s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **5 376 065 €** :

- **2 512 720 €** pour la section de fonctionnement ;
- **2 863 345 €** pour la section d'Investissement.

## 1. EN FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **2 512 720 €**, dont la décomposition par chapitre est détaillée ci-dessous.

### a) EN RECETTES

#### En opérations réelles

Pour l'exercice 2024, les **recettes réelles de fonctionnement** s'élèvent à **2 505 720 €**, en diminution de 2% par rapport au réalisé projeté pour 2023 et sont constituées des **recettes de gestion courante**.

Ces recettes se décomposent comme suit :

- **Chapitre 70** « produits des services, du domaine et ventes diverses » pour un montant de **14 000 €**, concernant l'utilisation et l'occupation du domaine public ;
- **Chapitre 731** « fiscalité locale » pour **2 363 720 €**, correspondant au produit de la contribution fiscalisée attendue, calculée sur la base du produit perçu en 2023 majoré de l'évolution physique et nominale des bases d'imposition des Communes de Biarritz et de Bidart ;
- **Chapitre 75** « autres produits de gestion courante » pour **128 000 €**, comprenant le versement de l'excédent du budget annexe au budget principal (100 k€) et les recettes locatives du trinquet éducatif (28 k€).

#### En opérations d'ordre

La dotation pour l'amortissement des subventions d'équipement, inscrite au **chapitre 042** « opérations de transfert entre sections », est prévue pour un montant de **7 000 €**.

### b) EN DEPENSES

#### En opérations réelles

Le montant des **dépenses réelles de fonctionnement** s'élève à la somme de **1 334 848 €** en hausse de 4.7 % par rapport au réalisé projeté pour 2023.

Le **chapitre 011** « charges à caractère général » est prévu pour un montant de **845 584 €** et comprend principalement les prestations de services de surveillance et nettoyage des abords et des plages d'Ilbarritz et de la Milady, les dépenses d'entretien des espaces verts et des bâtiments publics, les fluides.

Le **chapitre 012** « charges de personnel et frais assimilés » s'élève à **128 254 €** pour le personnel affecté par les Communes de Biarritz et de Bidart dans le fonctionnement administratif du SIAZIM et pour la mise en œuvre du programme d'investissement du SIAZIM.

Le **chapitre 65** « autres charges de gestion courante » s'élève au montant de **335 010 €** et

concerne principalement le versement de la subvention de fonctionnement pour l’Accueil de Loisirs Sans Hébergement de Mouriscot pour les enfants de 7 à 15 ans originaires de Biarritz et de Bidart (305 k€), et les indemnités et cotisations des élus (30 k€).

Le **chapitre 66** « charges financières » est prévu à hauteur de **26 000 €**, pour la part en intérêts des échéances d’emprunt supportés en 2024.

**En opérations d’ordre**

Le **chapitre 023** « virement à la section de fonctionnement » est prévu à hauteur d’un montant de **1 098 136 €**.

Le **chapitre 042** « opérations de transfert entre sections » concerne la dotation aux amortissements des immobilisation et s’élève à **79 736 €**.

**Ventilation fonctionnelle**

Comme le prévoit l’instruction budgétaire et comptable M57, la ventilation fonctionnelle des dépenses de fonctionnement permet d’indiquer la répartition par service ou grand secteur d’activité, traduisant les priorités définies dans ce Budget Primitif 2024.

Les dépenses réelles de fonctionnement du Budget Principal sont ainsi ventilées comme suit :

Fonction	Libellé	Montant
01	Opérations non ventilables	26 000 €
0 (hors 01)	Services généraux	936 348 €
1	Sécurité	8 000 €
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	5 000 €
5	Aménagement des territoires et habitat	309 500 €
7	Environnement	5 000 €
8	Voirie	45 000 €
TOTAL		1 334 848 €

**2. EN INVESTISSEMENT**

La section d’investissement s’équilibre à la somme de **2 863 345 €** et se décompose comme suit.

**a) EN DEPENSES**

**En opérations réelles**

Le montant total des dépenses réelles d’investissement s’élève à **2 856 345 €** pour 2024.

Les **dépenses d’équipement** sont inscrites à hauteur d’un montant de **2 609 345 €**. Elles concernent les chapitres suivants :

- **Chapitre 20** « immobilisations incorporelles » pour **85 000 €** ;

- **Chapitre 21** « immobilisations corporelles » pour **180 000 €** ;
- **Chapitre 23** « immobilisation en cours », correspondant aux travaux, pour un montant de **2 344 345 €**.

Ces dépenses d'équipement de l'exercice 2024 sont comprises dans le Plan Pluriannuel d'Investissement 2024-2026 présenté au moment du débat d'orientations budgétaires (DOB) et se déclinent selon les huit axes suivants :

- **Aménagements urbains** pour un montant de **581 K€** ;
- **Rénovation et entretien du patrimoine bâti** pour un montant de **80 k€** ;
- **Sport** pour un montant de **1 272 k€** ;
- **Sécurité** un montant de **16 k€** ;
- **Ecomobilité** un montant de **30 k€** ;
- **Préservation du littoral** un montant de **60 k€** ;
- **Stationnement** un montant de **30 k€** ;
- **Territoire vert** un montant de **540 k€**.

Le remboursement en capital des emprunts, inscrit au **chapitre 16** « Emprunts et dettes assimilées », s'élève à **247 000 €**.

#### En opérations d'ordre

Le **chapitre 040** « opérations de transfert entre sections » s'élève à **7 000 €** et concerne l'amortissement de subventions d'équipement.

### **b) EN RECETTES**

#### En opérations d'ordre

Le **chapitre 021** « virement de la section de fonctionnement » s'élève à **1 098 136 €**.

Le **chapitre 040** « opérations de transfert entre sections » s'élève à **79 736 €** et enregistre l'amortissement des immobilisations.

#### En opérations réelles

Les **recettes réelles d'investissement** s'élèvent à **1 685 473 €** pour 2024 et se déclinent comme suit.

Les **recettes d'équipement** sont inscrites à hauteur de **1 542 473 €** et concernent le **chapitre 16** « emprunts et dettes assimilées » pour le financement par emprunt des dépenses d'investissement. Il s'agit d'un emprunt d'équilibre donc théorique, avant affectation des résultats.

Les **recettes financières** s'élèvent à **143 000 €** et enregistrent la ressource du FCTVA.

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation du **Budget Primitif 2024** je vous propose, mes chers collègues, de bien vouloir adopter ledit Budget dans les conditions prévues à l'article L.2312-2 du Code général des collectivités territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil municipal en décide ainsi, par article.

Je vous propose donc :

- de voter le présent Budget Primitif de l'exercice 2024 du Budget principal présenté ci-après, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement, au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;

<b>BUDGET PRIMITIF – BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2024</b>			
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>			
<b>DESIGNATION</b>	<b>NIVEAU DE VOTE</b>	<b>PROPOSITION</b>	<b>VOTE</b>
<b>DEPENSES REELLES</b>			
Charges à caractère général	011	845 584,00 €	845 584,00 €
Charges de personnel	012	128 254,00 €	128 254,00 €
Autres charges de gestion courante	65	335 010,00 €	335 010,00 €
Charges financières	66	26 000,00 €	26 000,00 €
<b>DEPENSES D'ORDRE</b>			
Virement à la section de fonctionnement	023	1 098 136,00 €	1 098 136,00 €
Opérations de transfert entre sections	042	79 736,00 €	79 736,00 €
<b>TOTAL DEPENSES DE LA SECTION</b>		<b>2 512 720,00 €</b>	<b>2 512 720,00 €</b>
<b>RECETTES RELLES</b>			
Produit services, domaine, vente diverses	70	14 000,00 €	14 000,00 €
Fiscalité locale	731	2 363 720,00 €	2 363 720,00 €
Autres produits de gestion courante	75	128 000,00 €	128 000,00 €
<b>RECETTES D'ORDRE</b>			
Opérations de transfert entre sections	042	7 000,00 €	7 000,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE LA SECTION</b>		<b>2 512 720,00 €</b>	<b>2 512 720,00 €</b>



<b>BUDGET PRIMITIF – BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2024</b>			
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>			
<b>DESIGNATION</b>	<b>NIVEAU DE VOTE</b>	<b>PROPOSITION</b>	<b>VOTE</b>
<b>DEPENSES REELLES</b>			
Immobilisations incorporelles	20	85 000,00 €	85 000,00 €
Immobilisations corporelles	21	180 000,00 €	180 000,00 €
Immobilisations en cours	23	2 344 345,00 €	2 344 345,00 €
Emprunts et dettes assimilées	16	247 000,00 €	247 000,00 €
<b>DEPENSES D'ORDRE</b>			
Opérations de transfert entre sections	040	7 000,00 €	7 000,00 €
<b>TOTAL DEPENSES DE LA SECTION</b>		<b>2 863 345,00 €</b>	<b>2 863 345,00 €</b>
<b>RECETTES D'ORDRE</b>			
Virement de la section de fonctionnement	021	1 098 136,00 €	1 098 136,00 €
Opérations de transfert entre sections	040	79 736,00 €	79 736,00 €
<b>RECETTES REELLES</b>			
Emprunts et dettes assimilées	16	1 542 473,00 €	1 542 473,00 €
Dotations, fonds divers, réserves	10	143 000,00 €	143 000,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE LA SECTION</b>		<b>2 863 345,00 €</b>	<b>2 863 345,00 €</b>

- d'autoriser l'Exécutif dans une limite fixée à 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

- d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document afférent à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**

◆◆◆◆

**Madame AROSTEGUY**

## **5. Budget Annexe - Budget Primitif de l'exercice 2024 : examen et vote**

Mes chers collègues, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Budget Primitif 2024 du budget annexe est présenté par nature que ce soit en section de fonctionnement ou d'investissement.

Pour rappel, comme indiqué lors de la délibération du Conseil municipal du 13 février 2024 relatif à l'adoption de la nouvelle nomenclature M57, la modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le Budget Primitif 2024, la colonne BP N-1 ne sera pas renseignée, car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Le Budget Principal s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **1 701 000 €** :

- **662 000 €** pour la section de fonctionnement ;
- **1 039 000 €** pour la section d'Investissement.

### **1. EN FONCTIONNEMENT**

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **662 000 €**, dont la décomposition par chapitre est détaillée ci-dessous.

#### **a) EN RECETTES**

##### **En opérations réelles**

Pour l'exercice 2024, les **recettes réelles de fonctionnement** s'élèvent à **662 000 €**, en hausse de 13% par rapport au réalisé projeté pour 2023 et sont constituées des **recettes de gestion courante**.

Ces recettes concernent le **chapitre 75** « autres produits de gestion courante » pour **662 000 €** et enregistrent les redevances domaniales versées par les exploitants des équipements sportifs ou des différents établissements de restauration.

#### **b) EN DEPENSES**

##### **En opérations réelles**

Le montant des **dépenses réelles de fonctionnement** s'élève à la somme de **176 800 €** en hausse de 10 % par rapport au réalisé projeté pour 2023.

Le **chapitre 011** « charges à caractère général » est prévu pour un montant de **72 800 €**, comprenant principalement des prestations de services.

Le **chapitre 65** « autres charges de gestion courante » s'élève au montant de **100 000 €** et concerne le versement de l'excédent au budget principal.

Le **chapitre 67** « charges exceptionnelles » s'élève au montant de **4 000 €** pour 2024.

### En opérations d'ordre

Le **chapitre 023** « virement à la section de fonctionnement » est prévu à hauteur d'un montant de **485 200 €**.

## **2. EN INVESTISSEMENT**

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **1 039 000 €** et se décompose comme suit.

### **a) EN DEPENSES**

#### En opérations réelles

Le montant total des dépenses réelles d'investissement s'élève à **1 039 000 €** pour 2024 et concernent les **dépenses d'équipement**. Elles sont inscrites au **chapitre 23** « immobilisation en cours » pour la réalisation des travaux.

Ces dépenses d'équipement de l'exercice 2024, présentées au moment du débat d'orientations budgétaires (DOB), se déclinent selon les équipements suivants :

- **CIEG Ilbarritz** pour un montant de **180 k€** ;
- **Centre équestre** pour un montant de **570 k€** ;
- **La Plancha** pour un montant de **24 k€** ;
- **Blue Cargo** un montant de **220 k€** ;
- **Milady Beach** un montant de **8 k€** ;
- **Buvette Ilbarritz** un montant de **37 k€**.

### **b) EN RECETTES**

#### En opérations d'ordre :

Le **chapitre 021** « virement de la section de fonctionnement » s'élève à **485 200 €**.

#### En opérations réelles :

Les **recettes réelles d'investissement** s'élèvent à **553 800 €** pour 2024 et concernent la **recette d'équipement** du **chapitre 16** « emprunts et dettes assimilées » pour le financement par emprunt des dépenses d'investissement. Il s'agit d'un emprunt d'équilibre donc théorique, avant affectation des résultats.

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation du **Budget Primitif 2024** je vous propose, mes chers collègues, de bien vouloir adopter ledit Budget dans les conditions prévues à l'article L.2312-2 du Code général des collectivités territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil municipal en décide ainsi, par article.

Je vous propose donc :

- de voter le présent Budget Primitif de l'exercice 2024 du Budget annexe présenté ci-après, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement, au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;

BUDGET PRIMITIF – BUDGET ANNEXE - EXERCICE 2024			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DESIGNATION	NIVEAU DE VOTE	PROPOSITION	VOTE
<b>DEPENSES REELLES</b>			
Charges à caractère général	011	72 800,00 €	72 800,00 €
Autres charges de gestion courante	65	100 000,00 €	100 000,00 €
Charges exceptionnelles	67	4 000,00 €	4 000,00 €
<b>DEPENSES D'ORDRE</b>			
Virement à la section de fonctionnement	023	485 200,00 €	485 200,00 €
<b>TOTAL DEPENSES DE LA SECTION</b>		<b>662 000,00 €</b>	<b>662 000,00 €</b>
<b>RECETTES REELLES</b>			
Autres produits de gestion courante	75	662 000,00 €	662 000,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE LA SECTION</b>		<b>662 000,00 €</b>	<b>662 000,00 €</b>

BUDGET PRIMITIF – BUDGET ANNEXE - EXERCICE 2024			
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DESIGNATION	NIVEAU DE VOTE	PROPOSITION	VOTE
<b>DEPENSES REELLES</b>			
Immobilisations en cours	23	1 039 000,00 €	1 039 000,00 €
<b>TOTAL DEPENSES DE LA SECTION</b>		<b>1 039 000,00 €</b>	<b>1 039 000,00 €</b>
<b>RECETTES D'ORDRE</b>			
Virement de la section de fonctionnement	021	485 200,00 €	485 200,00 €
<b>RECETTES REELLES</b>			
Emprunts et dettes assimilées	16	553 800,00 €	553 800,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE LA SECTION</b>		<b>1 039 000,00 €</b>	<b>1 039 000,00 €</b>

- d'autoriser l'Exécutif dans une limite fixée à 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;
- d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document afférent à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Madame AROSTEGUY**

**6. Décision d'octroi d'une subvention à la Ville de Biarritz pour le fonctionnement de l'accueil de loisirs sans hébergement de Mouriscot : décision d'attribution**

Mes chers collègues, consécutivement à l'adoption du Budget primitif **2024** et conformément aux dispositions statutaires du SIAZIM, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir décider le versement d'une subvention de fonctionnement de **305 000 €** au profit de la Ville de Biarritz pour le fonctionnement de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement de Mouriscot, qui accueille les jeunes enfants de Biarritz et Bidart, subvention imputée sur les crédits à l'article **657348** « Subventions de fonctionnement versées aux Communes ».

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Madame AROSTEGUY**

**7. Contribution fiscalisée 2024 : décision de fixation du montant**

Mes chers collègues, le Budget Primitif **2024** qui vient d'être soumis à votre approbation est équilibré avec une contribution fiscalisée de **2 363 720€** prévue à l'article **73111**. Dans ces conditions, il vous est demandé de voter le produit des contributions directes du Syndicat pour l'exercice **2024** fixé à un montant de **2 363 720 €**, réparti statutairement comme suit :

- **85 %** pour la Commune de Biarritz, soit **2 009 162 €** ;
- **15 %** pour la Commune de Bidart, soit **354 558 €**.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Madame AROSTEGUY**

**8. Réhabilitation piscine ALSH Mouriscot - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre : approbation du programme de l'opération**

Mes chers collègues, le conseil d'administration du SIAZIM a décidé la création d'un budget pour réhabiliter la piscine de l'ALSH Mouriscot.

Située à Biarritz et utilisée par les Villes de Biarritz et de Bidart, la piscine Lamothe est saturée et ne permet plus de satisfaire les besoins croissants des scolaires. Selon les conclusions du Plan Piscines Pays Basque, 38% des écoles ne sont pas satisfaites des créneaux disponibles.

L'insatisfaction provient plus particulièrement des pôles territoriaux Côte Basque-Adour et Nive-Adour dont les Communes de Biarritz et Bidart font partie. L'accueil de loisirs Mouriscot dispose d'un bassin découvert de 20 x 9m utilisé uniquement l'été par les enfants qui fréquentent la structure d'animation périscolaire. Cet équipement date d'une trentaine d'années et présente des limites techniques et fonctionnelles qui freinent les usages.

La réhabilitation de cette piscine est au cœur des enjeux suivants :

- disposer d'un site arboré offrant une surface foncière disponible de plus en plus rare ;
- donner lieu à un outil d'apprentissage efficient et de proximité ;
- proposer un projet économiquement viable tant en investissement qu'en fonctionnement.

Le projet est dédié uniquement aux usages scolaires dans le cadre de l'acquisition du « savoir-nager » et périscolaires du fait de la proximité immédiate de la structure d'animation.

Le projet porte sur la réhabilitation / construction de la piscine de l'ALSH Mouriscot, comprenant :

- La démolition du bâtiment existant, reconstruction in situ et extension de la surface,
  - création d'une zone de chaussage/déchaussage faisant office d'accueil des classes ;
  - création de locaux dédiés au personnel ;
  - ajout d'un vestiaire collectif H/F pour accueillir 2 classes simultanément (4 vestiaires au total) ;
  - aménagement des installations techniques en sous-sol et suppression des plages extérieures afin de contenir le projet dans la surface de 1 000 m<sup>2</sup> de la lentille blanche du SPR (emprise projet = 1 000 m<sup>2</sup>), étant entendu qu'en cas de léger débordement de la lentille, le règlement du SPR mentionne une possibilité d'adaptation mineure pour « les aménagements ponctuels non visibles du domaine public ou des vues d'ensemble et (ou) non susceptibles d'altérer la forme et la pente générale des terrains » ;
  - cuvelage des locaux situés en sous-sol.
- Agrandissement du bassin, normé 25\*10m (+70m<sup>2</sup> par rapport à l'existant),
  - aménagement d'un bassin en revêtement inox (du fait de l'usage saisonnier) ;
  - mise en œuvre d'un caniveau de débordement pour un niveau d'eau réhaussé au niveau des plages ;
  - mise en œuvre d'un bac tampon enterré pour la gestion de l'appoint d'eau automatique du bassin.
- Aménagement d'un abri piscine permettant de découvrir partiellement le bassin,
- En option, remise en pleine terre d'un court de tennis pour compenser l'extension de la piscine et ne pas aggraver l'excédent de surfaces imperméabilisées au sein de la parcelle 58.

Le projet, en dehors de la qualité architecturale, sera aussi l'occasion de mettre en œuvre une démarche éco-responsable tant en termes de choix de matériaux que d'économies d'énergie avec une cible ambitieuse de type BEPOS pour les ouvrages neufs ou BBC rénovation -30% pour les ouvrages réhabilités.

Il convient à présent de lancer une procédure de concours restreint, conformément aux articles

R 2162-15 et suivants et R 2172-1 et suivants du code de la commande publique, en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de la piscine.

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 2 250 000 € HT hors aléa.

L'architecture du futur bâtiment devra permettre son intégration dans le paysage qualitatif et fortement arboré du Lac Mouriscot.

Les choix architecturaux et techniques en matière d'équipements thermiques devront être guidés par le souci de répondre de la manière la plus performante possible aux objectifs suivants :

- la limitation du coût d'investissement ;
- la limitation du coût des consommations d'énergie ;
- la limitation de la contribution du bâtiment au prélèvement des ressources énergétiques non renouvelables et à la dégradation de l'environnement (respect du grenelle environnement).

L'intégration du bâtiment et de sa couverture dans le site du lac Mouriscot, dont une partie est classée Natura 2000 est primordiale.

Les équipes pluridisciplinaires de maîtrise d'œuvre (architectes, bureau d'études, ...) qui seront admises à participer au concours remettront un projet de niveau esquisse. Elles se verront attribuer une prime dont le montant sera égal au prix estimé des études à effectuer par les candidats, affecté d'un abattement au plus égal à 20 %.

La procédure de concours prévoit l'intervention d'un jury.

Le jury sera présidé par Mme la Présidente du SIAZIM ou son représentant, désigné par arrêté.

Le jury se réunira pour donner un avis sur les dossiers de candidatures et également sur les projets qui seront remis par les candidats qui auront été sélectionnés. Le jury aura également à se prononcer sur le montant des primes attribuées aux candidats non retenus.

Ce jury est composé :

- des membres élus de la commission d'appel d'offres ;
- de personnes qualifiées, à raison d'au moins 1/3 de l'ensemble des membres du jury, ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats (architectes, ingénieurs...).

Il est également possible de désigner comme membres du jury des « personnalités » ayant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours (élus non membres de la CAO, utilisateurs des bâtiments faisant l'objet du concours...).

Les membres du jury autres que les membres élus de la CAO seront désignés par le président du jury.

Tous les membres du jury auront voix délibérative.

A l'issue de ce concours, il sera confié au maître d'œuvre une mission « de base » au sens de l'article L2431-3 du code de la commande publique ainsi que les éléments de mission complémentaires « études d'exécution (EXE) » et « signalétique intérieure et extérieure au bâtiment ».

En conséquence, il vous est demandé, mes chers collègues, de bien vouloir approuver le programme de l'opération joint en annexe à la présente délibération et autoriser le lancement d'une procédure de concours de maîtrise d'œuvre.

### **ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Madame AROSTEGUY**

#### **9. Agence publique de gestion locale : adhésion au service intercommunal voirie réseaux aménagement**

Mes chers collègues, les collectivités des Pyrénées-Atlantiques se sont dotées de services d'expertise, d'appui et de conseil locaux qu'elles utilisent en temps partagé, par une mutualisation de leurs besoins et de leurs moyens.

Ont ainsi été mis en place :

- le service intercommunal administratif, chargé d'aider les autorités territoriales et leurs collaborateurs dans la gestion des problèmes administratifs locaux ;
- le service intercommunal du patrimoine et de l'architecture, intervenant de la même manière dans le domaine du bâtiment ;
- le service intercommunal du numérique, permettant aux collectivités de s'informatiser et d'utiliser des logiciels professionnels dans des conditions de bonne sécurité technique et économique ;
- le service intercommunal territoires et urbanisme, répondant aux attentes des collectivités en la matière ;
- le service intercommunal voirie réseaux aménagement, qui fournit aux collectivités adhérentes une assistance en matière d'aménagement des espaces publics, de voirie, d'ouvrages d'arts, d'espaces verts et de réseaux divers.

Ces services sont gérés par l'Agence publique de gestion locale (APGL), qui est un syndicat mixte regroupant les communes et les établissements publics adhérant aux divers services.

Pour tous les services, la formule d'adhésion est souple : la collectivité adhère à l'Agence par simple décision de son organe délibérant, cette délibération valant acceptation des statuts de l'Agence et du ou des règlements d'intervention des services pour lesquels l'adhésion est décidée.

Symétriquement, la collectivité peut se retirer de tel ou tel service ou de l'Agence, à sa seule initiative et par simple délibération, la décision prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

Compte tenu de ces éléments, mes chers collègues, je vous propose :

- d'adhérer à l'Agence publique de gestion locale pour le service intercommunal voirie réseaux aménagement ;
- d'adopter en conséquence les statuts de l'Agence et le règlement d'intervention du service en cause.

### **ADOpte À L'UNANIMITÉ**





**Madame AROSTEGUY**

**10. Mise en place du stationnement payant sur le territoire du SIAZIM-Biarritz : demande d'avis**

Mes chers collègues, en 2021, le conseil municipal de la Ville de Biarritz a dégagé un certain nombre d'objectifs prioritaires dans le cadre de la réorganisation du stationnement de voirie et notamment de sa reprise en régie directe.

Ces objectifs prioritaires étaient les suivants :

- faciliter le stationnement pour les riverains au plus proche de leur logement et, pour les actifs, à une distance acceptable de leur activité professionnelle ;
- permettre le stationnement pour les professionnels mobiles ;
- faciliter l'accessibilité des visiteurs au centre-ville ainsi que des clients aux commerces et, ainsi, entretenir le dynamisme économique et l'attractivité commerciale de la ville.

Afin d'améliorer la prise en compte de ces objectifs, le conseil municipal de la Ville de Biarritz a notamment décidé lors de la séance du 22 janvier 2024, d'actualiser le zonage de stationnement comme suit :

- Zone rouge « hypercentre » : 597 places
- Zone orange « périphérique » : 1 019 places
- Zone verte « saisonnière » : 217 places

Soit 1 833 places payantes en haute saison et 1 616 places payantes en basse saison.

Actuellement gratuite, la zone sud de la ville, implantée partiellement sur le territoire du SIAZIM, est très fortement utilisée par les usagers de passage. Elle subit en particulier une forte pression en période estivale du fait du stationnement en journée des usagers de la zone littorale.

Afin de réduire les tensions dans ce quartier, il est proposé de créer une zone Jaune correspondant à la frange littorale comprise entre le quartier Beaurivage et la Cité de l'Océan.

Cette zone jaune viserait notamment à favoriser la rotation des véhicules au cours de la journée et à permettre ainsi à l'ensemble des usagers d'accéder plus facilement aux plages. Par ailleurs, la création de ce zonage s'inscrit dans une logique de continuité avec les villes avoisinantes, les Villes de Bidart et Anglet ayant instauré respectivement en 2022 et 2023 le stationnement payant sur le littoral et sur certains parkings à proximité de leurs pôles d'attractivité.

Cette extension ainsi que la grille tarifaire associée seront soumises et présentées en Conseil municipal de la Ville de Biarritz, le 8 avril 2024.

Le SIAZIM n'étant pas un EPCI à fiscalité propre dans la mesure où il ne vote pas les taux d'imposition mais seulement une contribution fiscalisée, les pouvoirs de police, de circulation et du stationnement n'ont pas été transférés à Madame la Présidente. Les pouvoirs de police appartiennent toujours à Madame le Maire de Biarritz sur les voies concernées.

Le conseil d'administration du SIAZIM est donc sollicité afin d'émettre un avis sur la mise en place du stationnement payant pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 15 novembre de chaque année et sur les voies suivantes :

Avenues concernées	Nombre de places
Avenue d'Ilbarritz	68
Avenue des 3 Couronnes	14
Avenue de Bidart	51

ainsi que les parkings définis tels que :

Parkings concernés	Nombre de places
Parking de la Milady	207
Parking Junon	89
Parking Cité de l'Océan	135
Parking angle avenues d'Ilbarritz – de la Plage	38
Parking angle avenues de Bidart - des 3 Couronnes	53

L'avis du Conseil d'administration du SIAZIM est demandé sur les dispositions telles que définies ci-dessus et applicables à compter du 9 avril 2024 :

- création des zones payantes de stationnement sur les voies citées ci-dessus.

### **ADOpte À L'UNANIMITÉ**



**Madame AROSTEGUY**

#### **11. Implantation d'infrastructures de rechargement pour véhicules électriques : demande d'avis**

Mes chers collègues, la Ville de Biarritz bénéficiait en fin d'année 2022 de la mise à disposition de dix points de recharge pour véhicules électriques gérés par Territoire Énergie 64, répartis sur cinq stations.

A la suite de l'installation de ces points de charge, une concertation, menée avec les conseils de quartier et le fournisseur d'énergie Enedis, a permis de faire le constat d'un nombre de stations insuffisant par rapport aux besoins des usagers de la Commune à l'horizon 2030.

Compte tenu de ce constat, la Ville de Biarritz a lancé un appel à manifestation d'intérêt et a confié au prestataire e-Totem le déploiement d'une quarantaine de nouvelles stations, représentant deux cent dix-neuf points de charge (lente, normale ou rapide).

Installées progressivement pendant un an à partir du dernier trimestre 2023, ces bornes sont accessibles par tous moyens de paiement : badge e-Totem, carte bancaire, applications smartphone...

Ces infrastructures de rechargement pour véhicules électriques seront notamment implantées :

- sur le site du parking de la Milady,
  - une station e-City, représentant trois bornes de 3 à 22 KW et six places de chargement ;
  - une station e-Fast, représentant trois bornes de charge rapide jusqu'à 250 KW et six places de chargement dont deux places PMR,
- sur l'aire de camping-cars, sise avenue de la Milady, un poste électrique Enedis.

Ainsi, une partie de ces bornes de recharge étant installée sur le territoire du SIAZIM, le conseil d'administration du SIAZIM est sollicité afin d'émettre un avis sur leur mise en place.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**



*La séance est levée à 17h10.*